

Unité départementale du Haut-Rhin
Direction Régionale de l'Environnement
2 Place du général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 18 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DSM Nutritional Products France

1 Boulevard d'Alsace
BP 170
68128 Village-Neuf

Références : 0006700429_2024_10_16_DSM_VIIC_tri_producteur
Code AIOT : 0006700429

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 octobre 2024 dans l'établissement DSM Nutritional Products France implanté 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale, tri chez les producteurs de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DSM Nutritional Products France
- 1 Boulevard d'Alsace 68128 Village-Neuf
- Code AIOT : 0006700429
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : seuil haut
- IED : Oui

La société DSM Nutritional Products France exploite des installations de production de vitamines et de caroténoïdes, classées Seveso Seuil Haut et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes	Code de l'environnement, article	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de traitement des déchets	L541-2-1	
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. [...]
Constats : Des bennes sont installées par secteur afin de massifier les déchets triés et collectés dans les divers ateliers. La collecte est sélective, elle concerne le papier et carton, le bois, le métal, le plastique, le verre, les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) ainsi que les déchets organiques. Une ronde des déchets, sur chaque point de massification, est organisée au moins une fois par jour, afin de prévoir l'évacuation des bennes pleines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. [...]
Constats : Les déchets faisant l'objet d'une collecte sélective sont remis à des installations de transit de déchets pour recyclage et valorisation de la matière située dans le Haut-Rhin. En ce qui concerne les déchets dangereux issus de travaux de rénovation, l'exploitant a présenté les bordereaux de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante spécifiant la mise en décharge dans un site spécialement aménagé. Le tonnage (48 tonnes) de 2023 correspond à d'important travaux de démantèlement d'un bâtiment.

<p>Pour l'année 2023 le flux de déchets est de :</p> <p>Fer et Acier : 356,08 tonnes,</p> <p>Papier - Carton : 120 tonnes,</p> <p>DIB : 273,76 tonnes,</p> <p>Bois : 69,3 tonnes,</p> <p>Plastiques : 55,384 tonnes,</p> <p>Verre : 6 tonnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, [...] et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a créé son compte « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets » communément appelé Trackdéchets depuis le 22 septembre 2021.</p> <p>Il a déclaré 48 tonnes de matériaux contenant de l'amiante relatives aux travaux de démantèlement d'un de ses bâtiments en 2023.</p> <p>Les déchets ont été envoyés en enfouissement sur un site autorisé à Drambon (21070). L'opération d'élimination est celle répondant au code D5 (mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement)).</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets dangereux, émis en 2024, ont été examinés par sondage.</p> <p>Les déchets de solvants chlorés, code déchet 07 07 03* correspondant au BSD-20240110-MQ54D829V ont été envoyés en recyclage, répondant au code R1 (utilisation principale comme combustible).</p> <p>Les bidons plastiques vide ayant contenu des substances dangereuses, code déchet 15 01 10* correspondant au BSD-20240123-A8092338P ont été envoyés en stockage en attente d'une opération de valorisation, répondant au code R13.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets

<ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 <p>c) Origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique en version informatique. Il contient toutes les informations de la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>